



Armelle HURUGUEN
Vice-Présidente, Présidente de la
Commission territoires et environnement

Quimper, le

2 8 JAN. 2019

Monsieur René LE BARON
Maire
1 rue du Docteur Laënnec
29370 Elliant

REÇU LE
05 FEV. 2019
MAIRIE D'ELLIANT

Objet : Avis du Conseil départemental sur le projet de révision générale du P.L.U.
Arrêté le 26 septembre 2018

Monsieur le Maire,

Par courrier en date du 23 octobre 2018, vous sollicitez l'avis du Conseil départemental concernant le projet de révision générale de votre plan local d'urbanisme (P.L.U.) arrêté le 26 septembre 2018.

Les services du Conseil départemental ont examiné votre projet de révision du PLU dont je vous prie de trouver en annexe une analyse détaillée.

Vous y trouverez quelques précisions de rédaction concernant le règlement et les annexes.

Au sein des services du Conseil départemental, votre dossier est suivi par Michel COÏC - Direction des routes et infrastructures de déplacement, Agence technique départementale du Pays de Cornouaille, antenne de Scaër - que vous pouvez joindre, pour tout renseignement complémentaire, par téléphone au 02 98 57 69 00 ou par courriel antenne.scaer-secretariat@finistere.fr.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, à l'assurance de mes salutations les meilleures.

Bien Cordialement,

Pour la Présidente et par délégation,
La Vice-Présidente,
Présidente de la Commission
Territoires et environnement


Armelle HURUGUEN

Annexe :

Avis du Département sur le projet de révision générale du PLU d'Elliant

Arrêté le 26 septembre 2018

Tout d'abord, je vous informe qu'il conviendra de remplacer le terme « *Conseil général* » par « Conseil départemental » sur tous les documents du projet de PLU.

Pièces administratives : aucun commentaire

Pièce n°1 - Rapport de présentation :

Thématique de l'aménagement numérique

Le paragraphe « 2.5 Le SDTAN de Cornouaille » fait référence au Schéma directeur territorial d'aménagement numérique délibéré en 2011. Je vous indique que ce document a vocation à être révisé pour prendre en compte la réalité du déploiement de la fibre optique en Bretagne visée par la Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique et le projet Bretagne Très Haut Débit.

Pièce n°2 Projet d'aménagement et de développement durable : aucun commentaire

Pièce n°3 Orientations d'aménagement et de programmation : aucun commentaire

Pièce n°4 Règlement écrit :

Concernant les règles d'implantation

Thématique II, paragraphe 4.2. Recul par rapport aux voies et emprises publiques

Concernant les marges de recul à respecter par les nouvelles constructions, il conviendrait d'ajouter :

Les constructions nouvelles en bordure d'une route départementale hors agglomération devront avoir un recul minimum de 10 mètres par rapport à la limite d'emprise du domaine public départemental

Concernant les créations d'accès

L'ajout de la remarque suivante est souhaitable : L'accès est un droit de riveraineté mais il est soumis à autorisation. Il peut faire l'objet de restrictions techniques justifiées par la sécurité des usagers et la conservation du domaine public. Cette autorisation est délivrée par le gestionnaire de la voie.

Concernant les zones humides

Les rives de l'Odét au Nord-Ouest de la commune sont susceptibles d'accueillir un ouvrage de ralentissement dynamique des crues de l'Odét (projet géré par le SIVALODET).

Le Département suggère que le règlement du PLU de la zone agricole (A et Azh) intègre une exception pour des projets de lutte contre les inondations.

Concernant les dessertes par les réseaux

9.4 Infrastructures et réseaux de communications électroniques

Article 9.4 (zones UA, UB, 1AUB et AH) du règlement impose la pose de « chambre mutualisée en limite du domaine public ».

La notion de mutualisation n'est pas claire (est-ce une mutualisation dans le sens d'un partage des coûts entre l'aménageur et l'opérateur ou est-ce dans le sens d'une seule chambre devant accueillir tous les opérateurs ?). Cette notion pourrait-être définie dans le lexique.

Pièce n°5 Règlement graphique : aucun commentaire

Pièce n°6 Annexes sanitaires :

Le nouvel arrêté préfectoral de la station d'épuration en date du 15 juin 2018 pourrait éventuellement être intégré comme pièce complémentaire.

Pièce n°7 : aucun commentaire